

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

Déclaration du groupe Environnement et nature

À la lecture de ce projet d'avis qui place la question de l'investissement au cœur du Rapport sur l'état de la France, Le groupe environnement et nature est traversé par des sentiments mitigés qui nous amènent à nous abstenir.

Sentiments mitigés, car si les intentions proclamées vont dans le bon sens, il s'agit bien souvent de poursuivre des transitions trop promises et trop longtemps différées, à l'aide d'outils qui prétendent résoudre les problèmes d'aujourd'hui – et de demain - avec les logiques d'hier. Bien sûr l'avis reconnaît la nécessité d'investir pour assurer la cohésion sociale et la qualité de la vie. Bien sûr, il suggère d'investir massivement dans les transitions énergétiques et écologiques, tout en déplorant l'augmentation de l'empreinte carbone de la France et l'artificialisation de ses sols. Bien sûr il reconnaît encore, je cite, que l'investissement dans la transition énergétique « *est l'un des plus efficaces et rentables que les pouvoirs publics puissent engager en France* ».

Tout cela est bel et bon. Mais qu'en est-il du réel et de son implacable trajectoire ?

Le réel se fracasse sur une logique globale à laquelle le projet d'avis, loin de renoncer, semble au contraire souscrire sous bien d'autres aspects. Le président Chirac disait « La maison brûle » ; certes, aujourd'hui, nous ne regardons plus ailleurs mais que faisons-nous pour éteindre le feu ?

Les références à la croissance, au PIB, à la réduction de la dette sont légion, sans que l'impact environnemental et social dissimulé sous chacun de ces facteurs ne soit questionné. Sauf, il est vrai, quand nous faisons le lien entre retour de l'activité, augmentation de la consommation pétrolière, et corrélativement, de l'empreinte carbone par habitant qui se remet à augmenter à nouveau.

Et cette logique de transition même est encore limitée. Dans le domaine précisément de la « transition énergétique et écologique », elle sacrifie son second terme au premier. La biodiversité est toujours perdante. Qui investit aujourd'hui pour les oiseaux communs dont un tiers des populations a disparu en quinze ans ?

Cet avis a le mérite de dessiner le véritable enjeu entre ses lignes. Les transitions écologiques et énergétiques doivent-elles se réduire à de nouvelles opportunités de financement et de marché, ou constituent-elles un enjeu suffisamment crucial pour que puisse être envisagé un changement de paradigme ? Qu'on nous comprenne bien : le constat montre l'urgence d'un tel changement, et nous estimons que le CESE est bien l'enceinte où il convient de mener cette réflexion, en y intégrant les enjeux d'inégalité sociale en France et dans le monde.